

CONTRIBUTION AU PROJET PISA

CONTEXTE

Le réseau Interface a été créé pour répondre aux problèmes de développement du secteur agrobusiness confronté à la mutation de l'environnement des affaires dans ce monde de globalisation et d'exacerbation de la concurrence.

Espace de réflexions, d'échanges et d'actions, INTERFACE couvre actuellement 13 pays d'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria,, Sénégal et Togo. Il entend s'étendre progressivement aux pays de l'Afrique Centrale, d'Afrique Australe, et d'Afrique de l'Est afin de devenir, à terme, une véritable organisation panafricaine.

Dans cette optique, INTERFACE, s'appuie sur le savoir-faire des chefs d'entreprises crédibles, engagés dans l'agro-business.

INTERFACE, entend trouver des solutions aux contraintes rencontrées par les PME-PMI au niveau des différentes filières, notamment en ce qui concerne l'accès à l'information, aux ressources financières, aux marchés, à la recherche, et à la technologie.

La faim, la malnutrition, l'insécurité alimentaire, la pauvreté, l'exode rural, le chômage engendrent bien des maux qui ont pour noms : banditisme, criminalité, conflits armés, terrorisme...C'est pourquoi, il est urgent de mettre en œuvre un véritable plan de développement des entreprises agro-industrielles en Afrique pour développer des pôles économiques à l'intérieur de chaque pays pour limiter l'exode rural et l'émigration, par une approche filière qui prenne en compte la PME-PMI quel que soit son niveau d'intervention. Dans la réalité, la plupart des sièges de ces entreprises gravitent autour des villes car toutes les activités y sont concentrés, même si l'essentiel de leurs activités provienne de la zone rurale.

INTERFACE, va déployer beaucoup d'effort pour permettre aux PME-PMI de ne pas rester, en marge du progrès et de bénéficier des avancées de la science et de ses applications industrielles pour valoriser nos ressources locales, en dépassant le cadre de la sécurité alimentaire et en améliorant la nutrition et le bien-être social des populations africaines dans une perspective de lutte contre la pauvreté.

La mission d'INTERFACE est d'améliorer la compétitivité des entreprises par la valorisation des ressources locales, source de création d'emplois et d'augmentation de richesses en Afrique.

Le réseau peut, en outre, émettre des vœux et faire des suggestions auprès des pouvoirs publics sur toutes les mesures économiques, financières, législatives et administratives, intéressant le secteur de l'agrobusiness. Il peut participer de façon générale, à la conception et au suivi évaluation des programmes de développement ainsi qu'aux négociations concernant les réglementations internationales.

Suite à une étude réalisée sur « L'Identification des acteurs et la stratégie de développement du réseau »

INTERFACE s'est fixé, pour réaliser la mission retenue, en tenant compte de la préoccupation des entrepreneurs de l'agrobusiness, **quatre objectifs** :

1. Promouvoir l'existence d'un environnement des affaires favorable au développement de l'entreprenariat national, régional et panafricain
2. Jouer un rôle d'agence d'exécution de programmes de développement des petites et moyennes entreprises, tout en tenant compte des organisations de micro entreprises qui constituent des pépinières d'entreprises à encadrer ainsi que des grandes entreprises, partenaires potentiels
3. Favoriser les transactions entre ses membres, et renforcer les entreprises de l'agroalimentaire en développant leurs capacités managériales et institutionnelles
4. Promouvoir des projets d'entreprises visant à résoudre des problèmes d'insécurité alimentaire, de malnutrition, de santé publique en assurant une meilleure gestion de l'environnement.

Ces objectifs ont été déclinés sous forme de programmes :

- ◆ Programme n° 1 : Information- Communication
- ◆ Programme n° 2 : Plaidoyer et Négociation
- ◆ Programme n° 3 : Formation , Assistance Technique et Conseils, Recherche
- ◆ Programme n° 4 : Projets d'intégration régionale
- ◆ Programme n° 5 : Promouvoir le développement des exportations

Il n'en demeure pas moins que pour relever ces défis, il faut régler définitivement en Afrique Subsaharienne le problème de l'accès aux ressources financières qui constitue l'un des principaux goulots d'étranglements au développement de l'agrobusiness. INTERFACE s'est penché sur cette question cruciale lors de la tenue d'un atelier régional sur la « Stratégie de développement du secteur agroalimentaire des pays de l'Afrique de l'Ouest - Renforcement Institutionnel du Réseau Interface » Dakar (Sénégal), 24-26 novembre 1999. La contribution du représentant de la Banque Centrale

(BCEAO) a porté sur le « Financement de l'économie, dispositif adapté au financement des PME. L'examen des crédits alloués en 1998 par le secteur bancaire révèle que 41 % des crédits ont concerné le secteur de la commercialisation, y compris celle des produits agricoles, contre 6% seulement des crédits qui ont concerné le secteur agricole, et 7 % pour les industries manufacturières. Les 36 % restant concernent les services divers (19%) et les autres secteurs (transports, communications, travaux publics...) pour 17 %. Malgré une légère tendance à la hausse des crédits surtout dans le domaine des investissements productifs, il faudrait néanmoins mobiliser davantage de ressources à long terme. La BCEAO reconnaît que les ressources collectées actuellement sont essentiellement à court terme... et elle a pris des mesures pour favoriser un financement adéquat pour diversifier l'économie et elle suggère la mise en place et la structuration des fonds spécifiques en vue d'un dispositif spécifique de financement de la PME à travers le fonds à l'intégration régionale.

Les réactions des entrepreneurs ont été très vives car ils doutent de la capacité de la BCEAO à satisfaire leur demande d'accès à un crédit à long terme vu le contexte de libéralisation dans lequel évoluent les banques commerciales, les banques de développement n'existant plus dans notre environnement

Les banques commerciales ne veulent prendre aucun risque avec les PME et tout particulièrement avec celles qui évoluent dans le domaine de l'agroalimentaire. L'expérience montre que beaucoup de lignes de crédit négocié à des taux intéressants pour stimuler le développement du secteur, sont proposés par les banques à des taux prohibitifs. Si bien que ces lignes de crédit restent logées dans les banques à leur profit... puisque ces ressources génèrent des intérêts...

Compte tenu de cette situation, INTERFACE souhaiterait mettre en place une institution financière dans le cadre d'un complexe régional de l'agroalimentaire, avec l'appui du projet PISA pour relever les défis du développement avec une nouvelle génération d'hommes et de femmes décidés à prendre en mains leurs propres destinées et l'avenir de l'Afrique dans la recherche d'opportunités, d'innovations, de créativité et de partenariat.

Gisèle Lopès D'Almeida